

**« *Le tas d'ordures renferme une grande connaissance, un grand savoir* » :  
connaissances et pratiques de gestion des déchets en milieu urbain africain  
(Garoua et Maroua, Cameroun)**

Emilie Guitard  
Doctorante en Anthropologie  
Université Paris Ouest La Défense  
LESC/IRD (Nanterre, France)  
[emilie.guitard@gmail.com](mailto:emilie.guitard@gmail.com)

Les façons de gérer les déchets semblent souvent perçues comme peu dignes d'intérêt, ensemble de gestes du quotidien rendus triviaux sinon dégradants par les matières peu nobles qui en sont l'objet. La banalité de ces pratiques leur confère aussi dans les esprits un caractère absolu et universel : elles sont supposées identiques et « allant de soi », tout comme les conceptions du déchet ou de la saleté qui les accompagnent, et ce pour toutes les sociétés humaines et à toutes les époques. C'est sans doute l'une des causes du peu d'intérêt des sciences sociales pour l'étude des rapports que les individus entretiennent avec les déchets qu'ils produisent (Van der Geest, 2007). Si une poignée d'historiens (Guerrand, 1985 ; Laporte, 1985 ou De Silguy, 2009), d'économistes (Bertolini, 2011), de sociologues (Jeudy, 1991 ; Segaud, 1992 ; Lhuilier et Cochin, 1999) et de philosophes (Dagognet, 1997 ; Harpet, 1998 ; Beaune, 1999) ont pu étudier l'évolution des conceptions et des modes de gestion de l'ordure et du sale en Occident, peu d'anthropologues depuis les travaux fondateurs de M. Douglas sur la souillure (1967) se sont penchés dans d'autres aires culturelles sur ce qui représente bien pourtant un « phénomène social total », auquel M. Mauss le premier enjoignit ses étudiants à s'intéresser : « *En fouillant un tas d'ordures, on peut reconstituer toute la vie d'une société* » (rapporté par M. Leiris, 1930).

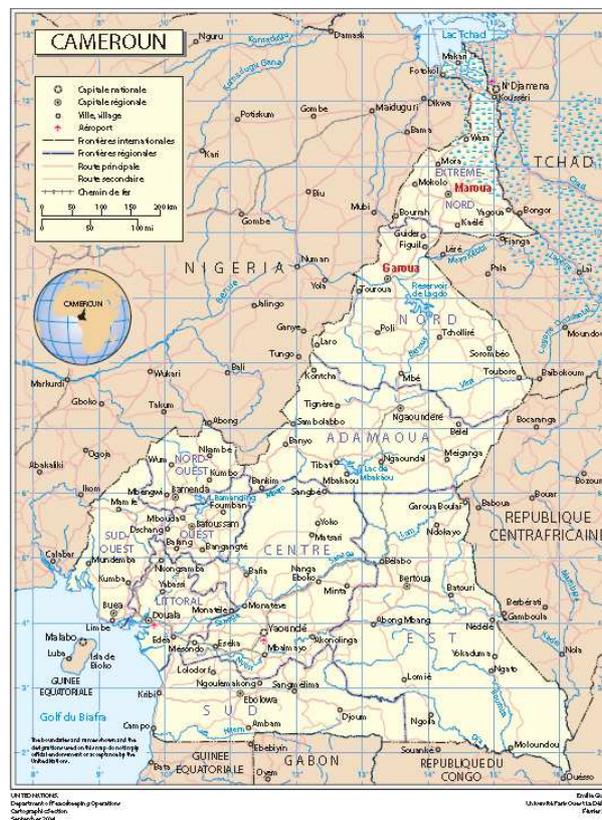
Le sens commun semble donc avoir adopté l'idée que la capacité à nettoyer son espace de vie et à gérer les déchets produits au quotidien ne requiert que des compétences, des connaissances et un savoir-faire limités, comme en témoigne le peu de considération accordé aux « travailleurs du déchet », éboueurs, récupérateurs, femmes de ménage et autres « techniciens de surface » (Jeanjean, 2006 ; Corteel et Lelay, 2011). Universellement partagée et accessible à tous, elle relèverait finalement plus d'un « sens pratique » inné pour tout individu en société que du fruit de l'apprentissage de connaissances et de pratiques façonnées par l'histoire, déterminé par le sexe, le rang social et économique ou encore la religion de chacun dans un système social donné.

Paradoxalement, on assiste à la mise en accusation systématique par les médias, les instances internationales de développement, mais aussi les acteurs politiques locaux, des pratiques de gestion des déchets des populations africaines désignées, parce que défailtantes, comme causes du phénomène massif de « *poubellisation* » (Zoa, 1992) des villes africaines, et de là, des nombreuses épidémies liées à l'insalubrité. Les citoyens africains seraient inconscients des impacts sanitaires et environnementaux de leurs modes de traitement et d'évacuation des déchets, de ce fait jugés anarchiques et archaïques (Epelboin, 1998).

Ce paradoxe révèle de fait la seule prise en compte, par ceux qui dénigrent ces pratiques populaires de gestion des déchets, du registre hygiéniste de la science biomédicale occidentale, basé sur les notions pasteuriennes de « microbe » et de « contagion », à combattre par des gestes spécifiques d'hygiène du milieu et du corps, registre qu'ils jugent pas ou mal maîtrisé par les populations citadines africaines.

L'étude des représentations et des modes de gestion des déchets des citoyens de Garoua et Maroua, chefs-lieux des régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun, démontre pourtant que ce registre est mobilisé de longue date par les populations locales dans la gestion de leurs déchets. Il se combine cependant, dans un processus d'« *évolution inclusive* » (Jaffré et Bonnet, 2003), à nombre d'autres registres produits localement ou à l'échelle de la sous-région, voire d'une partie du continent africain. Diffusés et manipulés dans des sphères distinctes, de diverses manières selon l'âge, le genre ou encore le contexte d'action ou d'énonciation, ces différents registres constituent chacun de véritables systèmes de connaissances complexes. Certains sont connus et employés par tous, tandis que d'autres restent l'apanage de quelques-uns, jusqu'à être considérés comme secrets. Ils peuvent être distingués en trois grands types, qui seront successivement exposés ici : le registre hygiéniste de la science biomédicale occidentale, le registre des « bonnes manières » ou de la « norme sociale », et enfin le registre magico-religieux.

Les analyses présentées ici sont le fruit de nombreux entretiens et observations auprès de ménagères, de chefs de famille, ainsi que de représentants des autorités traditionnelles et administratives à l'échelle des deux villes et de quelques-uns de leurs quartiers. Garoua et Maroua ont été fondées dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, avant la colonisation, par des conquérants peuls, sur les territoires de chefferies locales tchadiques et adamawa. Elles abritent aujourd'hui une population cosmopolite et multiconfessionnelle, polarisée en deux grandes communautés, islamo-peule d'une part (Fulbe, Kanuri, Haoussa, etc.), majoritaire et issue des premières familles citadines, et chrétienne d'autre part, regroupant les autochtones *kirdi*<sup>1</sup> et les citoyens originaires des pays frontaliers (Tchad, Centrafrique) ou d'autres régions du Cameroun.



<sup>1</sup> Terme fulfulde issu du kanuri, désignant les autochtones non peuls et non musulmans ou animistes, initialement péjoratif mais aujourd'hui largement vulgarisé (Seignobos et Tourneux, 2002 : 154).

## I. Le registre hygiéniste de la science biomédicale occidentale

Cet ensemble de connaissances sur la saleté et les déchets comme vecteurs de maladies, à combattre par des gestes spécifiques d'hygiène corporelle et du milieu, a été défini comme socle des politiques publiques de santé en France dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir des découvertes pasteuriennes sur l'origine microbienne des maladies contagieuses (Bourdelaï, 2001). Le registre hygiéniste pasteurien connaît aussi un grand succès dans les écoles d'administration coloniale (Goerg, 1997, Echenberg, 2002), et est donc vraisemblablement importé au Nord du Cameroun par les colons français à partir de 1918, comme en témoigne son vocabulaire spécifique dans la langue véhiculaire locale, le fulfulde, directement issu du français : « *salte* », « *mukurob* », etc. (Tourneux, 2007 : 449, 310). Il a pu être transmis dans les écoles fondées par l'administration coloniale et les missions chrétiennes implantées en nombre dans la région, puis par les services d'hygiène des deux villes, créés à la fin de l'époque coloniale par les services hospitaliers locaux.

Aujourd'hui, les autorités camerounaises fondent leurs politiques publiques de prévention et de lutte contre les épidémies, telles que le choléra qui a frappé très durement Maroua en 2010, sur ce registre, essentiellement diffusé via des campagnes de sensibilisation des populations aux « bonnes » pratiques d'hygiène, dans les médias mais aussi au sein des écoles, lors notamment de cours hebdomadaires dédiés à l'apprentissage de l'hygiène.

Les notions de « microbe » ou de « contagion », les mécanismes de transmission des maladies par la saleté et le déchet, ainsi que les règles d'hygiène de base pour s'en prémunir, comme le lavage des mains au savon après être allé à la selle et avant de manger, sont donc connus de la grande majorité des citoyens de Garoua et Maroua, mais de façon inégale, plus ou moins lacunaire ou fragmentée selon les individus. Ce sont les agents municipaux qui manipulent le plus fréquemment ce registre, ainsi que toutes les personnes ayant été scolarisées, et plus largement tous les individus ayant accès aux différents médias locaux, nationaux et internationaux (télévision, radio, presse écrite, réseau Internet).



Affiche de sensibilisation aux pratiques d'hygiène contre les maladies diarrhéiques, édition du 24/05/2009 du *Journal du Cameroun* <http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=1583>

Les ménagères en revanche, pourtant directement concernées comme principales actrices de la gestion des déchets et du maintien de la propreté dans les espaces privés, mobilisent bien moins fréquemment ce registre. Dans les milieux populaires et/ou musulmans notamment, où les filles ne sont scolarisées que depuis récemment, et où les femmes sortent peu des concessions, celles-ci n'ont qu'un accès limité aux messages de sensibilisation diffusés dans l'espace public par les médias locaux ou par les agents de la municipalité, qui plus est souvent exclusivement en français, qu'elles ne maîtrisent pas toujours parfaitement pour les mêmes

raisons de faible scolarisation. Ces ménagères n'ont donc qu'une compréhension tronquée des mécanismes de transmission microbienne des maladies, et du rôle de la saleté et des déchets comme agents pathogènes (Enten, 2001). Si celles-ci ont conscience, sur une base empirique, que les déchets sont sources de maladies, elles attribuent en revanche le rôle d'agents pathogènes non pas aux ordures, mais plutôt aux mauvaises odeurs qui s'en dégagent ou aux nuisibles qui peuvent provoquer un large éventail de troubles, depuis des maux de tête jusqu'à des problèmes respiratoires, en passant par des maladies gastriques et de peau (Bouju et Ouattara, 2002).

Malgré sa maîtrise inégale selon les citoyens, le registre hygiéniste pasteurien représente donc le discours dominant, notamment au niveau institutionnel. Il joue aussi un rôle majeur dans la définition de la citoyenneté « moderne » par les habitants de Garoua et Maroua, selon laquelle chacun se doit de posséder ce registre, au risque d'être taxé de « broussard » à peine débarqué de son village. Sa mobilisation récurrente représente enfin la marque d'une globalisation des discours institutionnels comme individuels sur la gestion des déchets et de la propreté des espaces publics comme privés. Ce premier ensemble de connaissances se combine pourtant avec un autre registre, plus local cette fois, essentiellement attaché aux notions d'« ordre » et de « désordre », qu'on peut qualifier de « bonnes manières » ou encore de « norme sociale ».

## II. Le registre des « bonnes manières »

Malgré la grande hétérogénéité des populations de Garoua et Maroua, et notamment nombre de différences dans les modes de vie et les façons d'habiter entre les deux grands groupes de citoyens islamo-peuls et chrétiens-*kirdi*, la majorité des foyers se plie à un ensemble commun de règles et de savoir-faire sur l'entretien de son « intérieur » et la gestion des déchets qui y sont produits. Ce registre des « bonnes manières », norme sociale stricte du traitement privé de la saleté et des déchets, semble cette fois défini à partir d'une éthique peule<sup>2</sup> et musulmane de la propreté, et transmis par apprentissage pratique dans la sphère familiale, et dans un univers largement féminin. Il entend une propreté stricte des espaces de vie privés, basée essentiellement sur la dissimulation à l'œil et à l'odorat des objets, substances ou résidus jugés déplacés, répugnants, voire dangereux.



Latrines dans une concession islamo-peule, Maroua, février 2011, photo E. Guitard

<sup>2</sup> D'après le *pulaaku*, code de conduite peul complexe prônant notamment la pudeur, la retenue et la dissimulation des besoins naturels et du train de vie (Brujin et Breedveld, 1996 ; Seignobos et Tourneux, 2002 : 235).

Les ménagères opèrent dans leur concession de nombreux balayages quotidiens et minutieux du sol en terre battue, suivis parfois d'un lavage à l'eau savonneuse des espaces dallés. Les déchets malodorants ou « *pas beaux à voir* » sont dissimulés dans un coin reculé de la concession, non seulement à la vue et à l'odorat de ses locataires mais aussi et surtout aux visiteurs, dans une logique de pudeur essentielle à l'éthique peule. Cette logique fit aussi que, jusqu'à la forte densification du bâti urbain dans les années 1960 et 70, les élites citadines islamo-peules stockaient leurs déchets dans des fosses au sein de leur concession, plutôt que de les évacuer à l'extérieur de celles-ci, au vu et au su de tous. La grande majorité des citadins se vit en revanche rapidement obligée d'évacuer ses déchets à l'extérieur des habitations, dans les espaces collectivement partagés. Ce phénomène ne manqua pas de poser de graves problèmes de salubrité, lorsque les services municipaux se révélèrent à partir des années 1980 progressivement incapables de collecter régulièrement les nombreux tas d'ordures créés dans l'espace urbain, et ce jusqu'à l'arrivée récente, en 2008, d'une société de collecte privée en contrat avec l'Etat.

Enfin, les femmes se doivent d'effectuer un tri complexe de tous les résidus de leurs activités quotidiennes, dont la plupart sont réemployés à d'autres usages : les vêtements sont donnés à des proches, les contenants conservés pour être remplis à nouveau ou revendus, les appareils électroménagers ou audiovisuels démontés pour récupérer les pièces réutilisables, les restes de cuisine et les résidus de repas séchés au soleil pour être consommés, donnés au bétail ou, dans les quartiers chrétiens, utilisés pour fabriquer de l'alcool. Il est d'ailleurs particulièrement réprouvé de jeter de la nourriture, surtout dans le cadre musulman où cet acte est vu comme un gaspillage qui peut exposer son auteur à la malchance et à la pauvreté.

Cet ensemble de règles traduit une volonté stricte de contrôler la saleté et les déchets, auxquels on assigne une place clairement définie dans et hors de la concession, et par là de garder une main mise ferme sur son espace de vie. Dans les milieux islamo-peuls, cette capacité est présentée comme l'une des qualités maîtresses à posséder par une bonne épouse et une femme de bonne famille. Ce registre des « bonnes façons » de gérer les déchets a même été érigé par les élites islamo-peules, à la tête des villes de Garoua et Maroua depuis leur fondation, comme un outil de discrimination vis-à-vis des citadins *kirdi* non peuls et non musulmans, souvent accusés d'être sales et de laisser leurs espaces privés et leurs quartiers être envahis par les déchets et les eaux usées. Revendiquant leur statut de fondateurs des villes du Septentrion, les Islamo-Peuls ont su par là imposer la maîtrise de cet autre registre de la gestion des déchets comme une marque fondamentale de la citadinité véritable, du « savoir habiter urbain », dont ils s'érigent eux-mêmes en modèle. Beaucoup de conduites et de discours similaires dans ce domaine se retrouvent pourtant à travers toute l'aire ouest-africaine, et pas nécessairement dans les seuls contextes peuls et musulmans (Poloni, 90 ; Enten, 2001 ; Ouattara, 2001 ; Bouju et Ouattara, 2002 ; Traoré, 2012).

Aux deux premiers registres énoncés et largement partagés, s'ajoute enfin un troisième ensemble de connaissances tenant à la propreté et à la gestion des déchets, situé en revanche du côté de l'occulte et du secret.

### III. Le registre magico-religieux

Du point de vue religieux, les conquérants peuls ont imposé, dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, au foisonnement de cultes propres à chacun des nombreux groupes ethniques présents dans cette région-carrefour du Nord du Cameroun, un Islam ouest-africain nourri de leurs passages successifs dans le royaume malien du Macina, le Niger, le pays Haoussa, et enfin le royaume Kanuri du Bornou (Boutrais, 1984). En dépit d'une lutte acharnée contre les croyances locales au nom de l'orthodoxie musulmane, les populations islamo-peules ont vu leurs représentations et pratiques magico-religieuses se métisser, notamment du fait du recrutement

de nouveaux adeptes locaux. Le domaine du maintien de la propreté du foyer et de la gestion des déchets n'a pas échappé à cette double influence, et se voit aujourd'hui largement régi par un ensemble de connaissances et de pratiques magico-religieuses syncrétiques. Il comprend la gestion serrée des humeurs corporelles (surtout d'origine uro-génitales) dans le cadre de l'Islam orthodoxe, conçues comme vecteurs d'une « souillure » préjudiciable à la pureté nécessaire au croyant pour la prière, mais aussi plus largement à sa santé ou à sa chance, *saa'a*. Elle induit une circonscription de ces humeurs dans des lieux spécifiques, comme les latrines, et le recours à des ablutions accompagnées de récitation de versets en cas de contact avec ces excréments, ainsi qu'une séparation nette entre les sexes, notamment dans les périodes d'évolution corporelle (puberté, menstrues, grossesse).

Ce registre impose également une gestion serrée de ce qui a plus largement trait au corps (vêtements, traces de pas), dont les excréments corporelles, conçues comme porteuses de l'essence vitale de leur émetteur, constituent à ce titre autant d'accès directs à sa personne dans le cadre de pratiques de sorcellerie. On prend ainsi soin de les dissimuler (en les enterrant, les glissant dans les anfractuosités des arbres ou des murs, ou en les jetant dans les latrines) ou de les détruire (en les brûlant) pour éviter tout risque de récupération à des fins malveillantes.

Enfin, un ensemble spécifique de connaissances et de pratiques dans ce registre visent à se prémunir d'entités invisibles (qualifiées de *ginnaaji* ou *génies*) réputées résider dans les lieux sales, comme les latrines et les ordures, et provoquer choc, chute, paralysie, ou folie par possession. Il s'agit de bien connaître à la fois leurs modes de vie et les gestes à accomplir ou au contraire à éviter pour ne pas s'attirer leur courroux : ne pas balayer ni se rendre aux latrines à midi, 18 heures et minuit, rentrer dans la latrine par le pied droit et en sortir par le pied gauche en invoquant par un verset la protection divine, etc.

Ce dernier registre s'avère particulièrement mobilisé par les populations islamisées, surtout en ce qui concerne les précautions à prendre contre la souillure et la malveillance des *génies*, transmises dans le cadre familial mais aussi au sein des écoles coraniques. Mais ce registre est également mentionné dans les milieux chrétiens et *kirdi*, plutôt cette fois concernant les dangers de la sorcellerie et les méfaits des *génies*, ce qui n'est pas sans souligner le syncrétisme entre les représentations magico-religieuses musulmane, chrétiennes, et celles des cultes locaux dans ce domaine. Enfin, si ce registre semble connu de tous, il demeure surtout mentionné et maîtrisé par les femmes.

Pour autant, les hommes ne sont pas absents de ce dernier domaine de connaissances concernant la gestion des déchets, puisqu'ils s'y sont appropriés un registre spécifique, qui est même devenu l'apanage secret des élites locales musulmanes et des spécialistes qui les servent (théologiens, marabouts, tradipraticiens) : l'usage occulte des déchets à des fins d'enrichissement ou de pouvoir. Ce secret des puissants, *sirri*, consiste à domestiquer les entités qui résident dans les déchets ainsi que la force « surnaturelle » qui est dite s'en dégager, surtout lorsque que ceux-ci ont été accumulés durant des décennies en de très grands tas d'ordures, *jidde* (sing. *jiddere*). C'est pourquoi nombre de chefs des anciens royaumes tchadiques de la région de Maroua, avant leur conquête par les Fulbe, avaient érigé de grands tas d'ordures devant leurs concessions, la maîtrise des « forces » émanant des déchets étant alors un privilège du pouvoir, connu de tous. A leur arrivée, les conquérants peuls et leurs alliés musulmans (Kanuri, Haoussa, Wandala) firent mine de combattre ces pratiques occultes des chefs locaux, pour mieux se les approprier et poursuivre secrètement l'érection de grands tas d'ordures au sein de leurs concessions, cette fois à l'abri des regards et de ceux qui voudraient les attaquer par sorcellerie à travers leur *jiddere*.



Calebasse et plumes de poulet, vestiges d'une opération maraboutique sur un tas d'ordures, Garoua, décembre 2009, photo E. Guitard

Aujourd'hui, ce registre occulte tend à disparaître des mémoires, de même que la pratique d'ériger des grands tas d'ordures dans les concessions des chefs, et seuls les hommes les plus âgés, spécialistes religieux ou élites politiques et économiques islamo-peules et *kirdi*, peuvent encore en parler avec précision. En revanche, on constate toujours de nombreuses pratiques maraboutiques effectuées de nuit sur les quelques grands tas d'ordures qui subsistent encore en ville, pour obtenir pouvoir et richesse, mais aussi pour nuire à ses ennemis en les séparant de leurs proches ou en les rendant méprisables, « *pareils à des déchets* ».

### Conclusion

On assiste à Garoua et Maroua à un « *constant décrochage* » entre les registres de connaissances évoqués dans les discours et les pratiques effectives des citoyens, comme le soulignait déjà Y. Jaffré à propos des conduites vis-à-vis de la propreté et des maladies transmissibles en Afrique de l'Ouest (2003 : 496). Ces différents registres, qui se combinent mais entrent aussi fréquemment en contradiction, imposent en effet beaucoup trop de contraintes simultanées pour pouvoir être respectés strictement, tout en étant eux-mêmes en perpétuelle recomposition, et ne relevant pas d'un savoir fixe et absolu. Les citoyens adaptent ainsi leurs conduites dans la gestion de la propreté et des déchets au sein de leurs domiciles selon des arbitrages incessants entre plusieurs systèmes de contraintes et entre diverses obligations sociales (Jaffré, *op.cit.* : 498). Enfin, ces registres sont aussi possédés et mobilisés différemment, et plus ou moins strictement, selon les individus et les sphères sociales concernés, constituant ainsi ensemble un large stock de « *concepts dispositionnels* » dans lequel chacun va puiser selon différents critères le définissant, mais aussi selon ses interlocuteurs et enfin selon le contexte d'action (Jaffré, *op.cit.* : 499).

Il n'en demeure pas moins que les citoyens de Garoua et Maroua ne s'avèrent pas dénués de connaissances et de savoir-faire en matière de gestion des déchets et d'entretien de leurs espaces de vie. Ils sont soumis au contraire à différents registres qui imposent ensemble, à partir de référents tant locaux que régionaux et internationaux, une façon stricte de tenir la propreté de son habitation, instaurée par les élites urbaines comme une expression de sa capacité à se contrôler et à contrôler son espace de vie, base de la citoyenneté. La gestion des déchets ne représente plus alors une activité triviale du quotidien, mais se situe plutôt au cœur des rapports de pouvoir locaux et quotidiens. Munis des connaissances spécifiques, l'ordure peut même devenir un « *objet de pouvoir* », pour celui qui sait en exploiter les potentialités pour accroître sa richesse et sa force.

Situés à la charnière entre connaissances et représentations locales, régionales et transnationales, les différents registres évoqués par les citoyens de Garoua et Maroua dans la gestion de leurs déchets offrent ainsi une clé de lecture inattendue de la définition de la

citadinité et de ses recompositions perpétuelles à l'aune des évolutions locales et des influences globales, dans cette région carrefour du Cameroun marquée de longue date par le phénomène urbain.

### **Bibliographie**

- BONNET, J.C. (dir) (1999), *Le déchet, le rebut, le rien*, Seyssel, Champs Vallon.
- BERTOLINI, G. (2011), *Montre-moi tes déchets... L'art de faire parler les restes*, Paris L'Harmattan.
- BONNET, D., JAFFRE, Y. (dir.) (2003), *Les maladies de passage. Transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.
- BOUJU, J., OOUATTARA, F. (2002), *Une anthropologie politique de la fange : conceptions culturelles, pratiques sociales et enjeux institutionnels de la propreté urbaine (Burkina-Faso)*, Programme Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain, PS/Eau, PDM, Shadyc-Marseille, Grill-Ouagadougou.
- BOURDELAIS, P. (dir.) (2001), *Les hygiénistes : enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Editions Belin.
- BOUTRAIS, J. (dir.) (1984), *Le Nord du Cameroun : des hommes, une région*. Paris, ORSTOM.
- CORTEEL, D., LE LAY, S. (dir.) (2011), *Les travailleurs des déchets*, Toulouse, Editions Eres.
- DAGOGNET, F. (1997), *Des détritiques, des déchets, de l'Abject : une philosophie écologique*, Le Plessis-Robinson, Institut Synthélabo.
- DE BRUIJN, M., BREEDVELD, A. (1996), « L'image des Fulbe. Analyse critique de la construction du concept de pulaaku », *Cahiers d'études africaines*, 36, 144, pp.791-821.
- DE SILGUY, C. (2009), *Histoire des hommes et de leurs ordures, du Moyen-âge à nos jours*, Paris, Le Cherche Midi.
- DOUGLAS, M. (2001) [1967], *De la souillure : essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte et Syros.
- ECHENBERG, M. (2002), *Black death, white medicine: Bubonic Plague and the Politics of Public Health in Colonial Senegal, 1914-1945*, Portsmouth NH, Oxford, Cape Town, Heinemann Press, James Currey, David Philip.
- ENTEN, F. (2003), "L'hygiène et les pratiques populaires de propreté. Le cas de la collecte des déchets à Thiès (Sénégal)", in Bonnet, D. et Jaffre, Y. (dirs.), *Les maladies de passage : transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, pp. 375-402.
- EPELBOIN, A. (1998), « Culture, environnement et péril fécal : réflexions anthropologiques », *Bulletin de la société de Pathologie Exotique*, 5-5 bis, pp. 397-401.
- GOERG, O. (1997), *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains : Conakry-Freetown des années 1880 à 1914*, Vol. 2, Paris, L'Harmattan.
- GUERRAND, R.H. (1985), *Les lieux: Histoire des commodités*, Paris, La Découverte.
- HARPET, C. (1998), *Du déchet : philosophie des immondices. Corps, ville, industrie*, Paris, L'Harmattan.
- JEANJEAN, A. (2006), *Basses oeuvres, une ethnologie du travail dans les égouts*, Paris, Editions du CTHS.
- JEUDY, H.-P. (1991), « Le choix public du propre : une propriété des sociétés modernes », *Annales de la Recherche Urbaine*, 53.
- LAPORTE, D. (2003), *Histoire de la merde*, Paris, Christian Bourgeois ed.
- LHUILIER, D., COCHIN, Y. (1999), *Des déchets et des hommes*, Paris, DDB.
- OOUATTARA, F. (2003), « Transmission des maladies et gestion de la saleté en milieu rural senufo (Burkina-Faso) », in Bonnet, D., Jaffre, Y. (dirs.), *Les maladies de passage : transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, pp. 403-426.

- POLINI, A. (1990), « Sociologie et hygiène. Des pratiques de propreté dans les secteurs périphériques de Ouagadougou » in Fassin, D., Jaffre, Y. (dirs.), *Sociétés, développement et santé*, Paris, Ellipses/Aupelf-UREF, pp. 273-287.
- SEGAUD, M. (dir.) (1992), *Le propre de la ville : pratiques et symboles*, La Garenne-Colombes, Editions de l'Espace Européen.
- SEIGNOBOS, C., TOURNEUX, H. (2002), *Le Nord-Cameroun à travers ses mots : dictionnaire des termes anciens et modernes*, Paris, IRD, Karthala.
- TOURNEUX, H. (2007), *Dictionnaire peul du corps et de la santé (Diamaré, Cameroun)*, Paris, Karthala/OIF.
- TREAORE, M. 2012, « La gestion des déchets, une lecture de l'espace habité. L'exemple de Ouagadougou », in BERGER, M., ROUGE, L. (dirs.), *Etre logé, se loger, habiter*, Paris, L'Harmattan.
- ZOA, A.S. (1995), *Les ordures à Yaoundé : urbanisation, environnement et politique au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.